

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITÉ
N°CA-2025-089**

SÉANCE DU 18 NOVEMBRE 2025

**POINT A.1
APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 OCTOBRE 2025**

Le Conseil d'administration, en sa séance du 18 novembre 2025, sous la présidence de Georges LINARÈS, Président,

Vu le code de l'éducation et notamment son article L.712-3,
Vu les statuts d'Avignon Université,
Vu le règlement intérieur du Conseil d'administration d'Avignon Université et notamment son article 18,
Vu la demande de modification formulée par un membre du Conseil d'administration en page 15 du procès-verbal de la séance du 7 octobre 2025,

Après en avoir délibéré,

Approuve le procès-verbal de sa séance en formation plénière du 7 octobre 2025, tel qu'annexé à la présente délibération, sous réserve de la modification demandée en séance.

Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

Membres composant le conseil : 28
Membres présents (17) ou suppléés (4) : 21
Membres absents et non suppléés : 7

Le Président d'Avignon Université

Georges LINARÈS

Signature calligraphique
le 27/11/2025 09:13:02 +01:00



AVIGNON
UNIVERSITÉ

Affaire suivie par

Alain RICHAUD
Vice-président du Conseil
d'administration

Téléphone

+33 (0)4 90 16 28 09

Courriel

vice-president-ca@univ-avignon.fr

**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITÉ**

SÉANCE DU 7 OCTOBRE 2025

Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration réuni en formation plénière le 7 octobre 2025

Informations générales

A. Stratégie de l'établissement :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 26 juin 2025
2. Questions relatives au contrôle interne :
 - 2.1 Présentation de la stratégie de déploiement du contrôle interne métier (information)
3. Questions budgétaires et financières :
 - 3.1 Approbation de la grille tarifaire des espaces d'Avignon Université au sein de la Villa Créative
4. Questions relatives à l'immobilier :
 - 4.1 Décision relative à la réaffectation de locaux au sein du site Chabran
5. Questions relatives aux ressources humaines :
 - 5.1 Information sur la signature d'un protocole transactionnel dans le cadre de la délégation de pouvoir accordée par le CA au Président

B. Fonctionnement de l'établissement :

1. Questions relatives à la pédagogie et à la vie étudiante :
 - 1.1 Approbation de la création du Diplôme Universitaire « Préparation au certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré » (DU prépa CAPES)
 - 1.1.1 Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques (CPSN)
 - 1.1.2 Institut Agrosciences, Environnement et Santé (AgES)
2. Questions relatives au fonctionnement de l'université :
 - 2.1 Approbation de la modification des statuts de l'université pour intégration du collège d'éthique
 - 2.2 Information sur le règlement intérieur du collège d'éthique
3. Questions relatives à l'activité contractuelle de l'université :
 - 3.1 Approbation de l'accord-cadre de coopération internationale entre Avignon Université et l'Université Fédérale de Rio de Janeiro - Brésil
 - 3.2 Approbation du renouvellement de la convention cadre entre Avignon Université et CBA Informatique Libérale
 - 3.3 Approbation du renouvellement de la convention cadre entre Avignon Université et Quadient Shipping
 - 3.4 Approbation du renouvellement de la convention cadre entre Avignon Université et PACK Solutions
 - 3.5 Approbation de l'accord-cadre entre Avignon Université et l'association des industries de procédés méditerranée dénommée « Novachim »
 - 3.6 Approbation du renouvellement de l'accord-cadre de collaboration entre Avignon Université et l'Université de Girona à travers sa composante *Càtedra Roses d'Arqueologia i Patrimoni Arqueològic*
 - 3.7 Approbation de la convention entre Avignon Université et Cafés Bibal Vending portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour l'implantation et l'exploitation de distributeurs de boissons et denrées alimentaires
4. Questions diverses¹

¹ Tout point à inscrire dans les « Questions diverses » doit être présenté à la Présidence (president@univ-avignon.fr ou vice-president-ca@univ-avignon.fr) au moins 5 jours avant la tenue de la séance.

Le 7 octobre 2025, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis sur convocation du président de l'établissement.

TABLEAU DES PRÉSENCES		PRÉSENTS	REPRÉSENTÉS (procuration à)	ABSENTS / EXCUSÉS
Président	M. LINARÈS Georges	X		
Vice-président du CA	M. RICHAUD Alain	X		
Représentante du Rectorat (invitée)	Mme CARBONE Catherine	Visio		
Collège A	Mme VINET Agnès	X		
	M. DOUVINET Johnny			X
	Mme FALKERT Anika	X		
	M. MARREL Guillaume	X		
	Mme BLANKE Delphine	X		
Collège B	Mme CAVALIE Elsa	X		
	M. MONNET Fabien			X
	Mme KOUMPLI Christina	X		
	M. PAYAN Paul	X		
	Mme TIXIER Anne-Sylvie			X
Collège C BIATSS	M. BERRAG Allal	X		
	Mme SERON Jenny	X		
	Mme ANDRÉ Fanny			X
	M. LUBIN Mario			X
Collège Etudiants	Mme DEVLIEGHERE Charline		Mme FALKERT Anika	
	Mme MAZZITELLI Lisa			X
	/	/	/	/
	M. YEPEZ Thomas			X
Personnalités Extérieures	Mme GAGNIARD Anne	X		
	Mme JABLONSKI-CASTANIER Christelle	X		
	M. BISSIERE Michel		M. RICHAUD Alain	
	M. CARLIN Frédéric		M. LINARÈS Georges	
	M. GONIDEC Jean-François			X
	Mme BATTAGLIA Pascale	X		
	M. GONTARD Paul-Roger			X
	Mme JULLIAN Catherine			X
Participants à titre consultatif de droit	M. BARBE Jacky	X		
	M. BOURDAGEAU Stéphane	X		
	M. BLANCO Jean-François	X		
	Mme DECUYPER Florence	X		
	M. GUIN Joël			X
	M. GUINTOLI Claude			X
	M. JABAÏAN Bassam	X		
	Mme ARFELLI Françoise	X		
Invités	Mme BAUDE Nathalie	X		
	Mme BONNOT Marina	X		
	Mme BOURGEOIS Céline	X		
	Mme DANTHONY Sarah	X		
	Mme FAVRE Aude	Visio		
	Mme FREDOUILLE Corinne	X		
	Mme GAGLIARDI Anaïs	X		
	Mme PEZZO Delphine	X		

Membres composant le conseil : 27

Membres présents (14) ou suppléés (3) : 17

Membres absents et non suppléés : 10

Après s'être assuré que le quorum est atteint, Monsieur Georges Linarès, président d'Avignon Université, ouvre la séance du CA. Il est 14h30.

Informations générales

Effectifs étudiants :

L'établissement est actuellement dans la phase finale des inscriptions et c'est une très bonne année en termes d'effectifs étudiants. Ces effectifs devraient dépasser 7 000 étudiants et si cela se concrétise, la croissance sera comprise entre 5 et 10% cette année. La question des effectifs étudiants était un sujet de préoccupation pour l'établissement. Par le passé, les effectifs ont atteint jusqu'à 7 800 étudiants puis sont descendus à environ 6 500 étudiants et cette situation était problématique pour le service rendu au territoire et aux étudiants mais également par rapport à la tutelle de l'établissement. La dynamique est inversée et c'est un bon résultat pour tous. Le président remercie les équipes à l'œuvre pour faire en sorte que l'établissement soit attractif et que l'offre de formation réponde aux besoins des étudiants.

Ressources propres de la recherche :

Les ressources propres de la recherche ont connu une très forte croissance ces dernières années. Il y a eu une phase de croissance de 2016 à 2021. Ces trois dernières années, la progression globale cumulée est de 60% sur les ressources propres générées par la recherche. Cela est important car c'est un indicateur indirect de la vitalité scientifique de l'établissement. Le président indique que l'on peut se féliciter collectivement de ces résultats.

Parc des expositions Avignon :

La présidence a récemment visité des bâtiments du Parc des expositions d'Avignon car la mairie pourrait confier l'un de ces bâtiments à Avignon Université pour y installer des équipements sportifs. Il existe une problématique de vie étudiante ainsi qu'un déficit d'équipements sur le campus Jean-Henri Fabre. Un travail est en cours à ce sujet et la mise à disposition de ces équipements est une belle opportunité pour l'établissement. Globalement, pour l'établissement, cela s'inscrit dans une démarche générale concernant la question immobilière, qui est très déterminante sur sa capacité à accompagner son développement.

Contrats d'Objectifs, de Moyens et de Performance (COMP) :

Ce mardi 7 octobre matin a eu lieu une première séance de travail sur le Contrat d'Objectifs, de Moyens et de Performance (COMP) en présence du Rectorat et l'ensemble des grands partenaires de l'établissement, à savoir les collectivités territoriales, les organismes de recherche (CNRS et INRAE) et des partenaires sociaux-économiques, le Pôle de compétitivité Innov'Alliance, le Conservatoire national des arts et métiers (Cnam), l'École des Nouvelles Images (ENSI) et l'École Supérieure d'Art d'Avignon. Lors de cette séance de travail, Avignon Université a présenté son projet d'établissement tel qu'il existe actuellement. Le processus qui sera engagé à la suite de ce premier rendez-vous est la mise en place de groupes de travail sur des enjeux de vie étudiante, de recherche, d'innovation, de formation et peut-être sur des enjeux plus internes, avec des transversalités qui sont importantes, à savoir l'environnement et le fonctionnement interne de l'établissement. Ces enjeux sont dans le prolongement de ce qui avait été fait dans la présentation du projet d'établissement et dans le prolongement du COMP de la troisième vague, signé l'année dernière, qui portait sur une seule partie du projet avec un fil directeur qui était le développement des partenariats comme vecteur de développement de l'offre de formation, de la recherche, de l'innovation et de la vie étudiante.

A. Stratégie de l'établissement :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 26 juin 2025

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le procès-verbal du Conseil d'administration du 26 juin 2025.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (1 abstention)**

2. Questions relatives au contrôle interne :

2.1. Présentation de la stratégie de déploiement du contrôle interne métier (information)

Le VP CA donne la parole à Madame Nathalie Baude, Contrôleur interne et Responsable du pôle « Processus et amélioration continue » (PAC) au sein de la Direction du pilotage et de l'amélioration continue (DPAC), qui présente la stratégie de déploiement du contrôle interne métier.

Le contrôle interne est un dispositif de management des risques qui contribue à :

- Garantir la réalisation des objectifs de l'organisation ;
- Renforcer la fiabilité des processus ;
- Améliorer la qualité du service rendu.

Le contrôle interne métier est un outil de pilotage et de sécurisation des processus. Il porte sur l'ensemble des processus opérationnels de l'établissement (approche systémique) et s'inscrit dans une démarche transversale et intégrée, axée sur la sécurisation globale des activités.

La méthodologie du contrôle interne consiste en premier lieu à partir d'une cartographie des processus métier de l'université. Il s'agit donc d'une approche par les processus, qui sont la description de toutes les activités de l'établissement. Ensuite, les risques de ne pas atteindre nos objectifs seront déclinés avec une cartographie des risques et une analyse des risques. Enfin, seront analysés les dispositifs de maîtrise de ces risques avec un plan d'actions de progrès puis un suivi et un pilotage de toute cette méthodologie.

Les objectifs du contrôle interne métier sont les suivants :

En matière de transversalité :

- Clarifier et décloisonner l'organisation ;
- Maîtriser les interfaces, là où se situent les dysfonctionnements et les risques ;
- Partager les bonnes pratiques, avec un socle documentaire.

En matière de satisfaction utilisateur :

- Organisation orientée vers les usagers ;
- Fluidifier les interactions ;
- Garantir une qualité de service.

En termes d'amélioration continue :

- Capitaliser les retours d'expérience ;
- Homogénéiser et améliorer les méthodes de travail ;
- Améliorer la performance.

En matière de stratégie :

- Aligner l'organisation de l'établissement sur la stratégie de l'établissement ;
- Gagner en agilité.

Le contrôle interne métier est une démarche de construction collective qui implique l'ensemble des experts métiers qui connaissent le mieux les réalités du terrain : les forces, les difficultés, les contraintes, les marges de manœuvre. La démarche se construit avec les équipes à partir de leurs pratiques pour les sécuriser, les clarifier et les améliorer.

Concernant le rôle de la DPAC et du Pôle PAC :

La Direction du pilotage et de l'amélioration continue (DPAC) a été créée le 1er septembre 2024 et en son sein, le Pôle « Processus et amélioration continue » (PAC) qui accompagne les directions et composantes dans leur démarche d'amélioration et/ou de transformation de leur processus dans une logique de satisfaction utilisateur.

La stratégie de déploiement est basée sur une double approche, d'une part descendante c'est-à-dire que sur la base d'un mandat émanant de la gouvernance sera établie une cartographie des macroprocessus et des processus de l'université, qui sera ensuite déclinée en cartographie des risques et enfin, sera déployé un dispositif de maîtrise et de surveillance des risques. D'autre part, la stratégie de déploiement est basée sur une approche terrain, qui est en réponse à des besoins exprimés par les experts métiers. Ici sera proposé un accompagnement sur mesure de la DPAC, c'est à dire une aide aux diagnostics, la levée des bloquants et des irritants ainsi que la simplification et la sécurisation des processus en formalisant les processus et les procédures des services et des composantes qui sollicitent la DPAC.

Il y a donc des temporalités et périmètres distincts avec une approche descendante qui est un temps long consistant à décliner les macroprocessus jusqu'au sous-processus par grands domaines d'activités et d'autre part avec une approche terrain qui est une démarche sur un temps plus court, avec un grain plus fin consistant à s'intéresser aux sous-processus et aux procédures sur un périmètre d'intervention ciblé et très centré sur l'opérationnel. Madame Nathalie Baude illustre l'approche descendante via un exemple projeté à l'écran (présentation transmise aux membres du CA en amont de la séance).

Concernant l'approche descendante, le premier mandat émanant de la gouvernance porte sur les processus de pilotage de la formation et plus précisément de l'offre de formation. Cela est en cours de construction avec les directeurs de composantes et de services qui œuvrent dans le domaine de la formation. Le mandat porte également sur les processus d'amélioration continue.

Concernant l'approche terrain, la DPAC propose un accompagnement « sur mesure » en réponse à des besoins exprimés. La DPAC est en mesure d'animer des réunions d'information et de sensibilisation, telle que la présentation faites ici auprès des membres du Conseil d'administration. La DPAC propose également des ateliers de design process (cartographie des processus) ; une aide au diagnostic ; la définition des processus cibles dans le cadre de projets transformants ; des outils et une méthodologie ; l'analyse des processus et des risques liés aux activités ; une aide à la définition d'actions de progrès ; la production des cartographies et des organigrammes fonctionnels ; une aide à la constitution d'une base documentaire et au référencement.

Pour ce faire, un réseau de référents a été préfiguré dans le domaine de l'amélioration continue. La DPAC a identifié plusieurs services, directions centrales et services communs volontaires pour expérimenter l'outil de modélisation des process et procédures « PYX4 ». Ces travaux vont venir alimenter la base documentaire de l'établissement qui sera consultable sur cet outil et la DPAC accompagne et anime ce réseau. A ce jour, il y a environ 121 procédures rédigées,

qui seront bientôt consultables et qui concernent notamment les domaines des ressources humaines, de la scolarité, des relations internationales, des affaires juridiques et institutionnelles, et le domaine de la recherche.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Le VP CA remercie Madame Nathalie Baude pour cette présentation et indique qu'Avignon Université a fait partie d'une enquête de la Cour des comptes concernant la question du contrôle interne. L'audition a eu lieu au printemps dernier et l'établissement a reçu un relevé d'observations provisoire. S'agissant d'une procédure contradictoire, l'établissement doit répondre à la Cour des comptes donc la teneur exacte de ce relevé ne peut être indiqué aujourd'hui. Néanmoins, le VP CA précise que la vision de la Cour des comptes sur la manière dont Avignon Université aborde le contrôle interne est tout à fait favorable. Aussi, le travail conduit par la DPAC est largement validé par la Cour des comptes.

3. Questions budgétaires et financières :

3.1. Approbation de la grille tarifaire des espaces d'Avignon Université au sein de la Villa Créative

Le VP CA indique que l'idée initiale était de faire voter la nouvelle grille tarifaire de l'ensemble des espaces d'Avignon Université soit ceux existant avec ajout de la Villa Créative. Toutefois, la première partie n'était pas tout à fait prête pour être présentée au CA de ce jour. Au regard du nombre de sollicitations de partenaires dont font l'objet les espaces de la Villa Créative en matière de location, il a été décidé de soumettre au vote du CA de ce jour uniquement la grille tarifaire des espaces d'Avignon Université au sein de la Villa Créative. La grille des autres espaces de l'établissement sera présentée lors d'une séance ultérieure. En termes de méthodologie, il a été demandé à Madame Anne-Lise Rosier, Directrice de la Villa Créative, des projets et partenariats stratégiques, d'établir une grille cohérente en interne avec la grille tarifaire existante pour les locaux de l'établissement. Madame Anne-Lise Rosier a donc travaillé en ce sens avec Karine Olivier, Responsable du pôle Accueil des Publics au sein de la Direction du Cadre de Vie et de la Sécurité (DCAVIS). Il a également été demandé d'établir une grille tarifaire en cohérence avec les structures de nature comparable sur le territoire tel que le Grenier à Sel et avec des tiers lieux comparables (Bordeaux, Paris). La grille comprend une distinction entre les tarifs pour les extérieurs et les tarifs privilégiés pour les partenaires de l'établissement (*cf. annexe A.3.1 Grille tarifaire espaces AU Villa Créative*). Le VP CA précise que cette grille tarifaire est modifiable dans l'hypothèse où les besoins du public le nécessiteraient.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Madame Christina Koumpli demande quel est le périmètre des partenaires. Le VP CA répond qu'il peut s'agir de partenaires de recherche, de formation. Le président complète en indiquant que ce sont soit des partenaires avec lesquels l'établissement a signé un accord de partenariat, soit l'établissement porte des actions significatives avec ces partenaires. Il précise que le vote ici porte sur les tarifs des espaces dont Avignon Université a l'usage au sein de la Villa Créative et non sur tous les espaces de la Villa Créative. Il s'agit donc ici des tarifs du Pavillon Recherche et Innovation, de la Galerie et de l'Auditorium.

Monsieur Allal Berrag indique qu'il subsiste des zones d'ombre à ce sujet. A la création de la Société Universitaire et de Recherche (SUR) par vote du Conseil d'administration, il était question que ce soit la SUR qui gère le bâtiment de la Villa Créative. Il ajoute qu'il ne comprend pas pourquoi l'établissement doit déterminer la grille tarifaire. La prise en charge au niveau de la Villa Créative et le montant de la redevance sur les espaces alloués à Avignon Université ne sont pas clairs. Le président confirme à Monsieur Allal Berrag que c'est la SUR qui gère la Villa Créative globalement. Dans le point présenté ici, il est question uniquement des espaces de la Villa Créative qui appartiennent à Avignon Université et que cette dernière sous-loue. Il ne s'agit pas d'une grille tarifaire qui s'appliquera à l'ensemble de la Villa Créative car l'université n'exploite tous les espaces. Par ailleurs, des contrats de prestation de services ont été conclus avec la SUR concernant les questions de sécurité, d'immobilier, du numérique mais cela relève d'un autre registre. Les espaces de la Villa Créative appartenant à l'université sont loués de la même façon que les espaces des autres bâtiments de l'établissement (par exemple : la pharmacie pour des tournages TV, etc.). Aussi, il est important que la politique tarifaire des espaces d'Avignon Université au sein de la Villa Créative soit sur la même logique que celle mise en œuvre dans les autres espaces de l'établissement.

Monsieur Guillaume Marrel est étonné par le fait que le Pavillon Recherche fasse partie des locaux susceptibles d'être mis à disposition des extérieurs. Il indique que d'après ce qu'il avait compris sur le sujet, l'idée était d'essayer d'investir un maximum les équipes de recherche d'Avignon Université sur le site et que la Villa Créative soit également un espace habité par les enseignants-chercheurs de l'établissement. Il pense que le Pavillon Recherche, qui est un petit espace composé de six salles, pourrait être investi de manière plus stable afin que les équipes ne soient pas dans l'obligation de déménager à chaque location des salles. Le président répond qu'il est d'accord avec Monsieur Guillaume Marrel et confirme que l'idée est que le Pavillon Recherche soit investi par les enseignants-chercheurs et les laboratoires de l'établissement. La vocation du Pavillon Recherche est d'être en support des activités scientifiques de l'établissement. Le fait qu'il soit inscrit dans la grille tarifaire est justifié par l'hypothèse où il y aurait une opportunité à laquelle l'université pourrait répondre. Cela ne signifie pas que l'établissement a une politique qui serait de valoriser le Pavillon Recherche de cette manière-là. Cela est également le cas des autres espaces de l'établissement au sein de la Villa Créative. Par exemple, ce n'est pas parce qu'il existe une grille tarifaire qu'il faut prioriser la valorisation économique de l'auditorium. En cas d'opportunités ou d'événements hébergés par l'université, ces derniers seront prioritaires car il y a un intérêt particulier pour les accueillir au sein de la Villa Créative.

Monsieur Guillaume Marrel demande si les tarifs du Pavillon Recherche et Innovation sont indiqués pour les six salles ou par une salle. En effet, cela n'est pas précisé dans le document. Le président et le VP CA répondent que le tarif est indiqué par salle. Cela sera précisé sur la grille tarifaire.

Madame Delphine Blanke est étonnée de voir que pour l'Auditorium, le nettoyage n'est pas compris dans le prix. Elle demande ce qui est attendu des participants concernant le nettoyage de l'espace. Selon elle, le nettoyage doit être compris dans la location, comme cela est le cas pour les salles du Palais des Papes. Elle ajoute que l'Auditorium est le seul espace pour lequel le nettoyage est précisé à part. Le président répond que l'intention ici est qu'en cas de location à des extérieurs, ces derniers prennent en charge l'ensemble des coûts annexes qui ne sont pas directement liés à la location comme le coût de la sécurité par exemple. Madame Delphine Blanke demande pourquoi la précision concernant le nettoyage n'apparaît que pour l'Auditorium et pas pour les autres espaces. Le VP CA répond qu'il se renseignera à ce sujet et ajoute qu'en effet, il serait davantage cohérent d'avoir la même politique pour tous les espaces.

Monsieur Allal Berrag indique que la clarification est importante car cet été par exemple, il y a eu une convention avec le Festival d'Avignon qui a bénéficié de la mise à disposition gratuite des espaces, qu'il trouve anormal, ainsi que la gratuité du nettoyage et du fluide sur la durée totale du festival. Le président répond qu'il s'agissait du démarrage de la Villa Créative et l'établissement a ainsi fait vivre le bâtiment mais il confirme que la politique globale de l'établissement ne doit pas être de mettre tous ses espaces à disposition gratuitement. De plus, la mise à disposition des espaces de l'établissement est encadrée par la réglementation. À compter du mois de janvier 2026, l'université entrera dans une phase de valorisation de l'utilisation de la Villa Créative. Le président ajoute qu'Avignon Université accueille le Festival d'Avignon depuis longtemps et ce dernier fait partie des grands partenaires de l'établissement. Aussi, la « relation commerciale » avec ce type de partenaire n'est pas la même qu'avec une entreprise extérieure qui voudrait occuper les locaux de l'université.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la grille tarifaire des espaces d'Avignon Université au sein de la Villa Créative, sous réserve d'indiquer les frais de nettoyage et de sécurité pour l'ensemble des espaces et de préciser, pour le Pavillon Recherche et Innovation, que le prix est indiqué « par salle ».

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4. Questions relatives à l'immobilier :

4.1. Décision relative à la réaffectation de locaux au sein du site Chabran

Le président rappelle qu'au sein du bâtiment du site Chabran, qui représente 4 000 M2 de superficie, Avignon Université occupe les deux étages inférieurs. Les niveaux R+2 et R+3 sont libres et la Préfecture propose de rendre l'usage de ces deux niveaux à l'université. Ces locaux sont mis à disposition gratuitement par la Préfecture. Il s'agit ici d'une belle opportunité pour l'établissement avec plusieurs enjeux à savoir d'accompagner le développement des activités de l'établissement via le foncier et cela doit également permettre d'accueillir des partenaires, de valoriser les espaces de l'université dans un autre contexte que celui de la Villa Créative. En effet, dans son projet d'établissement, Avignon Université affirme vouloir avoir un rôle de leadership sur les écosystèmes territoriaux dans le domaine de la culture et des industries créatives. Des demandes ont d'ores et déjà émergées de la part de l'Ecole des Nouvelles Images pour louer ces locaux. Par ailleurs, le Ministère a annoncé auprès de France Universités qu'à termes, il fallait passer soit à une dévolution du patrimoine soit que le patrimoine immobilier de l'État confié aux universités allait être géré par une foncière d'État. Dans le travail en cours avec France Universités, l'établissement dit oui aux perspectives de dévolution mais pour cela, il faut une enveloppe dédiée. Cela peut s'accompagner d'un renoncement de l'État à financer du CPER mais que cela se transforme en une dotation dédiée pour accompagner les projets de dévolution. Le président ajoute que dans le contexte général actuel, la question immobilière va devenir extrêmement stratégique tel qu'évoqué précédemment dans les informations générales. Il s'agit d'une opportunité à saisir pour l'établissement et bien que cela posera de nombreuses questions, il faudra y travailler dans les mois à venir.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Madame Delphine Blanke indique que dans la décision du Conseil d'administration de 2015 relative à l'inutilité des niveaux R+2 et R+3 du site Chabran, il est noté que ces niveaux R+2 et R+3 ne sont pas réhabilités. Elle demande quel est l'état de ces niveaux et souhaite savoir si le bâtiment n'est pas en ruine. Le président répond que le bâtiment n'est pas en ruine et indique que des travaux ont été effectués depuis 2015 dans les deux niveaux supérieurs, dont l'établissement a eu l'usage et qui y a renoncé (travaux de menuiseries, ascenseur). Il s'agit ici d'une réactivation de l'ancienne convention. Le président ajoute que des travaux seront nécessaires pour rendre les locaux utilisables et cela dépendra également de l'usage qui en sera fait et de la façon dont l'établissement voudra valoriser ces espaces.

Monsieur Guillaume Marrel demande si cette décision s'intègre dans une politique à plus long termes sur la dévolution du patrimoine. Le président répond que la question du patrimoine n'est pas une politique actée puisque les membres du CA n'ont pas été interrogés sur le fait d'engager l'établissement dans la dévolution du patrimoine. Selon le président, si l'établissement a le choix entre la foncière d'État et la dévolution, il faudrait se diriger vers la dévolution, bien que cela puisse être un long processus. La foncière d'État rendrait l'établissement dépendant d'un opérateur externe qui a sa propre logique, y compris sa logique économique. L'hypothèse d'une dévolution signifie que l'État donne à l'université l'ensemble des bâtiments dont elle a l'usage. Bien qu'il puisse y avoir des contraintes dans la dévolution, il s'agit d'une opportunité

pour l'université d'avoir un niveau d'autonomie qu'elle n'a pas actuellement en termes de stratégie immobilière. Le président ajoute que même en l'absence de dévolution du patrimoine, si l'établissement a l'opportunité de réaffecter des locaux comme ici sur le site Chabran, il ne faut pas y renoncer.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la décision relative à la réaffectation de locaux au sein du site Chabran.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

5. Questions relatives aux ressources humaines :

5.1. Information sur la signature d'un protocole transactionnel dans le cadre de la délégation de pouvoir accordée par le CA au Président

Le VP CA donne la parole à Madame Marina Bonnot, Directrice des affaires juridiques et institutionnelles, qui indique qu'en vertu du code de l'éducation, les universités ont la capacité de conclure des transactions pour mettre fin à des litiges nés ou à naître. Le Conseil d'administration a donné pouvoir au président de conclure les protocoles transactionnels dans la limite de 50 K€ et c'est dans ce cadre qu'a récemment été conclu un protocole transactionnel qui est un litige né ou à naître sur la fin de fonction d'un agent. Conformément à la délégation de pouvoir accordée au président, ce dernier rend compte, dans les meilleurs délais, au Conseil d'administration des décisions prises en vertu de cette délégation.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA introduit le point suivant de l'ordre du jour.

B. Fonctionnement de l'établissement :

1. Questions relatives à la pédagogie et à la vie étudiante :

1.1. Approbation de la création du Diplôme Universitaire « Préparation au certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré » (DU prépa CAPES)

1.1.1. Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques (CPSN)

Le VP CA donne la parole à Monsieur Bassam Jabaian, Vice-président du conseil d'administration en charge de la formation et de la vie universitaire, qui présente le contexte général de la création du Diplôme Universitaire « Préparation au certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré » (DU prépa CAPES). Ce contexte est la réforme de l'accès aux métiers de l'enseignement qui a été actée au printemps dernier dans laquelle les concours ont lieu à la fin de la L3 et non plus à la fin du Master. Les premiers concours se dérouleront dès cette année, au printemps. De ce fait, les étudiants inscrits en licence disciplinaire ne sont pas préparés car les maquettes et programmes de l'établissement n'ont pas encore intégré cette notion de préparation au concours. D'autre part, dans les licences disciplinaires, des étudiants vont accéder au concours pour devenir enseignants et une autre partie des étudiants va poursuivre ses études vers des masters autres que les masters des métiers d'enseignement. Pour ces derniers, il est nécessaire de garder un socle commun assez important leur permettant l'ouverture et l'accès à l'ensemble des masters. S'est donc posée la question de modifier les programmes dans un temps très court mais cette option n'était pas envisageable. À long termes, c'est une question assez ouverte pour savoir comment adapter les programmes de licence afin de permettre aux étudiants de préparer le concours dans de bonnes conditions. En parallèle, l'été dernier, le Ministère a lancé un appel à manifestation d'intérêt (AMI) afin de savoir quelles étaient les formations intéressées par l'ouverture des modules préparatoires au concours pour cette année (année de transition) et pour lequel il y aurait des financements à hauteur d'une soixantaine d'heures par groupe/domaine de 30 étudiants. Avignon Université a répondu favorablement à l'appel à manifestation d'intérêt et a demandé des groupes pour l'ensemble de ses disciplines de licences. A ce jour, la réponse du Ministère est en attente. Pour avancer sur le sujet et pouvoir proposer une solution aux étudiants, des groupes de travail ont été mis en place pour étudier les différentes possibilités. La conclusion a été de proposer des formations d'accompagnement sous forme de Diplôme Universitaire (DU) en mode « formation initiale » et non en mode « formation continue ». Il ne s'agit pas de DU rentables et financièrement soutenables et leurs tarifs ne sont les mêmes que ceux des DU « formation continue » car il s'agit ici d'un complément de formation offert aux étudiants de l'université et non à un public extérieur. Cela explique la création des deux DU présentés ce jour.

Dans ces DU, il n'y aura pas d'enseignements disciplinaires car ces derniers seront couverts par les licences et le programme comprendra principalement la préparation au concours écrit et oral ainsi qu'un module relatif aux métiers de l'enseignement (valeurs de la République, laïcité, fonctionnement des établissements publics, etc.). La préparation au concours écrit sera destinée à tous les candidats tandis que la préparation au concours oral sera réservée aux candidats admissibles.

Madame Christelle Jablonski-Castanier quitte la séance.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Madame Elsa Cavalié fait part d'une coquille dans le dossier du DU « Préparation au certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré » (DU prépa CAPES) au sein de l'Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques (CPSN). En effet, dans le dossier du DU, il est mentionné le CER « Langues étrangères appliquées » qui n'est pas porteur alors que le CER « Études interculturelles et création » devrait, quant à lui, être mentionné. La correction sera apportée sur le dossier du DU.

Monsieur Bassam Jabaian précise que cette année, dans le but de tester le dispositif, la formation est réservée aux étudiants d'Avignon Université inscrits en formation initiale. À compter de l'année prochaine, l'idée est de proposer ce DU au public de la formation continue, avec un tarif « formation continue » afin de compenser le financement qu'il n'y aura plus de la part du Ministère. En effet, le financement du Ministère est prévu pour une seule année.

Madame Delphine Blanke indique qu'il n'y a qu'une seule maquette et demande si le seuil d'ouverture est de 20 étudiants. Elle demande ainsi comment cela se passerait si, par exemple, un seul étudiant choisi la chimie. Madame Sarah Danthony, Responsable du DU CAPEPS (CER STAPS-Santé), répond que le DU relevant ici de l'Institut AgES, il compte déjà 40 étudiants en STAPS. Monsieur Bassam Jabaian ajoute que ce n'est pas 20 étudiants par discipline mais 20 pour tout le DU. Il n'y aura pas de groupe ouvert avec un seul étudiant mais à partir de trois étudiants. L'été dernier, les étudiants de L2 qui allaient passer en L3 ont été sondés afin de savoir combien étaient intéressés par le DU.

Le VP CA donne la parole à Monsieur Guillaume Marrel, Directeur de l'Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques (CPSN), qui présente le Diplôme Universitaire « Préparation au certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré » (DU prépa CAPES) de sa composante (*cf. annexe B.1.1.1_Dossier DU préparation CAPES_ICPSN*).

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la création du Diplôme Universitaire « Préparation au certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré » (DU prépa CAPES) : Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques (CPSN), sous réserve de retirer du dossier le CER « Langues étrangères appliquées » et d'y ajouter le CER « Études interculturelles et création ».

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

1.1.2. Institut Agrosiences, Environnement et Santé (AgES)

Le VP CA donne la parole à Mesdames Sarah Danthony et Anaïs Gagliardi (enseignantes en STAPS), qui présentent le Diplôme Universitaire « Préparation au certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré et au certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive » (DU prépa CAPES-CAPEPS) de l'Institut Agrosiences, Environnement et Santé (AgES). Il est précisé que l'intitulé exact du Diplôme Universitaire est « Prépa CAPES-CAPEPS » afin d'y inclure les Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (STAPS) tandis que sur l'ordre du jour du Conseil d'administration, il était indiqué « prépa CAPES ».

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la création du Diplôme Universitaire « Préparation au certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré et au certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive » (DU prépa CAPES-CAPEPS) : Institut Agrosiences, Environnement et Santé (AgES).

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

2. Questions relatives au fonctionnement de l'université :

2.1. Approbation de la modification des statuts de l'université pour intégration du collège d'éthique

Le VP CA donne la parole à Madame Marina Bonnot, Directrice des affaires juridiques et institutionnelles, qui présente la modification des statuts de l'université pour intégration du collège éthique (*cf. annexe B.2.1_Modification statuts AU-College éthique*). L'objectif de la présente modification des statuts est d'institutionnaliser cette instance qu'est le collège éthique et qui regroupe l'ensemble des référents de l'université (déontologie, lanceur d'alerte, etc.). Cette instance a vocation à se réunir pour des dossiers individuels qui, soit appellent à des échanges collectifs lorsque qu'un référent ou une direction a besoin de confronter son avis, soit concernent plusieurs périmètres. Madame Marina Bonnot indique qu'Avignon Université est le premier établissement à créer ce type d'instance et une université l'a d'ores et déjà contactée pour une demande de renseignements sur ce sujet. Le collège éthique répond certainement à une difficulté commune rencontrée par les référents pour traiter certains sujets de manière isolée sans remettre en cause l'anonymat des dossiers. Madame Marina Bonnot précise que le collège éthique n'est pas une instance réglementaire mais une création qui est le fruit de la volonté d'Avignon Université.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Madame Christina Koumpli fait remarquer que dans les documents annexes, il est parfois mentionné « collège d'éthique » et d'autres fois « collège éthique ». Elle demande s'il serait possible d'harmoniser le nom du collège dans l'ensemble des

documents. Madame Marina Bonnot remercie Madame Christina Koumpli pour cette remarque et confirme que le nom exact de l'instance est « collège éthique ». Les documents seront corrigés dans ce sens, aux fins d'harmonisation.

Madame Christina Koumpli fait également remarquer que le référent alerte n'est pas intégré dans les statuts de l'établissement alors que sa désignation est une obligation réglementaire et indique que cela pourrait être ajouté à l'avenir dans les statuts. Madame Marina Bonnot prend bonne note de cette remarque.

Monsieur Allal Berrag fait remarquer qu'il existe de nombreuses commissions et des référents or, ces derniers ne sont pas connus par les agents de l'université. Il pense qu'il faudrait communiquer sur ce sujet via un affichage afin que les agents prennent connaissance des noms des référents. Madame Marina Bonnot répond qu'il existe une page dédiée via le site internet d'Avignon Université qui comprend la liste des référents et leurs coordonnées de contact (<https://univ-avignon.fr/universite/organisation/referents-lanceurs-dalerte-signalements/>). Madame Florence Decuyper, Directrice générale des services adjointe en charge des fonctions "support", ajoute que le référent alerte dispose d'une page spécifique, tel que prévu par la réglementation. Néanmoins, bien qu'il s'agisse d'une fonction mise à part des autres et disposant de sa propre page, le référent alerte est visible dans le panel des référents de l'université.

La question de la confidentialité étant très importante pour la plupart de ces missions, Monsieur Guillaume Marrel demande comment la collégialité, qui élargit quelque peu le périmètre associé à l'ensemble des référents (exemple : DRH etc.) peut permettre d'éviter de mettre en question ce principe du secret ou de la confidentialité des débats. Est-ce que cela est sécurisé dans les statuts ? Madame Marina Bonnot répond que le règlement intérieur du collège éthique n'est pas entré dans ces détails-là, mais effectivement l'objectif n'est pas de dévoiler les dossiers et il faut assurer leur confidentialité. Cette instance ne se réunira pas à chaque fois qu'un référent sera saisi d'un dossier mais uniquement lorsqu'un besoin d'échanger sur une situation particulière ou une politique générale se fera ressentir. Il est important que le secret de l'anonymat soit assuré (il n'y a pas d'anonymat sur tous les dossiers). Madame Christina Koumpli ajoute que les garanties de confidentialité ne s'appliquent pas de la même façon sur le périmètre du référent alerte et des autres référents. Ainsi, par exemple, le référent alerte ne va pas aller discuter d'un problème de qualification dans le collège mais il peut être présent lors d'une discussion pour laquelle le président ou la gouvernance aurait besoin d'un éclaircissement et d'un avis collégial de la part de tous ces référents. Il ne s'agit pas d'ouvrir des dossiers qui sont sous couvert de stricte confidentialité tels que les dossiers du référent alerte.

Madame Delphine Blanke demande pourquoi le collège éthique doit être intégré dans les statuts de l'établissement alors que dans son règlement intérieur il est indiqué ceci : « *Le collège éthique d'Avignon Université n'est pas un organe décisionnel dont les attributions sont réglementairement définies* ». Madame Marina Bonnot répond que l'objectif est d'institutionnaliser la création de ce collège, bien que cela ne soit pas une obligation. Il s'agit d'une volonté de l'établissement de créer un temps d'échange pour les référents avec le moins de contraintes possibles. Madame Florence Decuyper ajoute qu'en effet, l'idée était d'avoir un espace de discussion sur une situation sans se mettre trop de contraintes dans la façon de travailler ensemble. Le collège éthique est intégré dans les statuts de l'établissement car il s'agit ici d'une création.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la modification des statuts de l'université pour intégration du collège éthique, sous réserve d'ajuster l'intitulé de l'instance par « collège éthique » au lieu de « collège d'éthique », dans un but d'harmonisation.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (1 contre - 1 abstention)**

2.2. Information sur le règlement intérieur du collège d'éthique

Le VP CA donne à nouveau la parole à Madame Marina Bonnot, qui indique que ce point-ci étant lié au point précédent, le règlement intérieur du collège éthique a été discuté précédemment et précise qu'il est présenté pour information du Conseil d'administration. Le règlement intérieur est souple car l'objectif est d'éviter des contraintes pour le fonctionnement de cet espace de discussion.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA introduit le point suivant de l'ordre du jour.

3. Questions relatives à l'activité contractuelle de l'université :

3.1. Approbation de l'accord-cadre de coopération internationale entre Avignon Université et l'Université Fédérale de Rio de Janeiro - Brésil

Le VP CA donne la parole à Madame Françoise Arfelli, Directrice des Relations Internationales, qui présente l'accord-cadre de coopération internationale entre Avignon Université et l'Université Fédérale de Rio de Janeiro - Brésil. Il s'agit ici d'un partenaire historique puisque le partenariat entre les deux établissements existe depuis 2011. Les flux d'échanges d'étudiants sont relativement faibles mais très réguliers. Les thématiques sont connexes entre les deux établissements et il s'agit d'un accord-cadre de coopération internationale multi-domaines pour une durée de cinq ans. Par le passé, des activités de recherche ont eu lieu avec le Laboratoire Informatique d'Avignon (LIA) dans le cadre de cet accord-cadre.

Une convention d'application d'échange d'étudiants sera mise en place, sous réserve de l'approbation de l'accord-cadre par le Conseil d'administration réuni ce jour.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs l'accord-cadre de coopération internationale entre Avignon Université et l'Université Fédérale de Rio de Janeiro - Brésil.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3.2. Approbation du renouvellement de la convention cadre entre Avignon Université et CBA Informatique Libérale

Le VP CA donne la parole à Madame Corinne Fredouille, Directrice du Centre d'Enseignement et de Recherche en Informatique (CERI), qui présente les trois conventions cadres portées par la composante entre Avignon Université et CBA Informatique Libérale (point B.3.2) ; Quadient Shipping (point B.3.3) et PACK Solutions (point B.3.4).

Madame Corinne Fredouille indique qu'il y a 3 ou 4 ans, dans le cadre du développement des partenariats, le CERI a mis en place des partenariats privilégiés avec les trois entreprises locales CBA Informatique Libérale, Quadient Shipping et PACK Solutions sur des synchronisations différentes. Il a été souhaité de renouveler ces partenariats de façon à pouvoir instaurer la confiance qu'ils ont envers les activités de formation du CERI. En effet, ces entreprises recrutent régulièrement des stagiaires et alternants du CERI. Ces partenaires participent également à des activités pédagogiques notamment en lien avec l'insertion professionnelle et avec des échanges dans le cadre d'un prêt de salles par le CERI.

Les trois conventions cadres de partenariats sont accompagnées de conventions de mécénat, qui ne sont pas approuvées par le Conseil d'administration mais permettent à ces entreprises de reverser au CERI une somme d'argent qui est réinvestie dans des projets pour les étudiants et étudiantes du CERI.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le renouvellement de la convention cadre entre Avignon Université et CBA Informatique Libérale.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3.3. Approbation du renouvellement de la convention cadre entre Avignon Université et Quadient Shipping

La convention cadre entre Avignon Université et Quadient Shipping a été présentée par Madame Corinne Fredouille dans le point précédent.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Monsieur Allal Berrag indique que sur la convention cadre, l'adresse de l'entreprise Quadient Shipping est 127 Avenue Joseph Boitelet - 84300 Cavaillon or selon ses informations, cette adresse a été fermée le 21 novembre 2024. Madame Corinne Fredouille répond que l'entreprise existe bien et son siège social a déménagé à Avignon (Agroparc). Le VP CA indique que la modification sera apportée à la convention avec mention de la nouvelle adresse du partenaire.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le renouvellement de la convention cadre entre Avignon Université et Quadient Shipping, sous réserve d'actualiser l'adresse du partenaire.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3.4. Approbation du renouvellement de la convention cadre entre Avignon Université et PACK Solutions

La convention cadre entre Avignon Université et PACK Solutions a été présentée par Madame Corinne Fredouille dans le point B.3.2.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le renouvellement de la convention cadre entre Avignon Université et PACK Solutions.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3.5. Approbation de l'accord-cadre entre Avignon Université et l'association des industries de procédés méditerranée dénommée « Novachim »

Le VP CA donne la parole à Monsieur Jean-François Blanco, Directeur Général des Services Adjoint en charge des Transformations et de l'Évaluation, qui présente l'accord-cadre entre Avignon Université et l'association des industries de procédés méditerranée dénommée « Novachim ». L'objectif de cet accord-cadre est de renforcer les partenariats sur les formations qui soient les plus adaptées aux besoins réels des entreprises adhérentes de Novachim ; de valoriser les compétences et équipements des laboratoires de la recherche notamment vis-à-vis de leurs membres ; faciliter le transfert de technologie auprès d'entreprises qui travaillent dans le domaine d'intérêt. L'accord-cadre est signé pour une durée de trois ans.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs l'accord-cadre entre Avignon Université et l'association des industries de procédés méditerranée dénommée « Novachim ».

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3.6. Approbation du renouvellement de l'accord-cadre de collaboration entre Avignon Université et l'Université de Girona à travers sa composante Càtedra Roses d'Arqueologia i Patrimoni Arqueològic

Le VP CA donne à nouveau la parole à Monsieur Jean-François Blanco, qui présente l'accord-cadre de collaboration entre Avignon Université et l'Université de Girona à travers sa composante Càtedra Roses d'Arqueologia i Patrimoni Arqueològic. Il s'agit du renouvellement d'un partenariat avec le laboratoire CNE qui existait déjà sur la période 2021-2025 et qui couvre le transfert de connaissances, la recherche, l'innovation, la formation, l'enseignement et la coopération institutionnelle.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Monsieur Guillaume Marrel demande s'il s'agit bien d'un partenariat avec le Centre Norbert Elias (CNE) et non avec le laboratoire HISOMA. Monsieur Jean-François Blanco confirme que c'est bien un partenariat avec le Centre Norbert Elias. Monsieur Paul Payan ajoute que s'agissant ici d'archéologie, il est normal de penser au laboratoire HISOMA or Monsieur Stéphane Durand étant à l'initiative de ce partenariat, cela explique pourquoi le partenariat est établi avec le Centre Norbert Elias. Toutefois, cela n'exclut pas que le laboratoire HISOMA soit intéressé par le partenariat.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le renouvellement de l'accord-cadre de collaboration entre Avignon Université et l'Université de Girona à travers sa composante Càtedra Roses d'Arqueologia i Patrimoni Arqueològic.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3.7. Approbation de la convention entre Avignon Université et Cafés Bibal Vending portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour l'implantation et l'exploitation de distributeurs de boissons et denrées alimentaires

Le VP CA donne la parole à Mesdames Céline Bourgeois, Vice-présidente déléguée à la transition environnementale et Aude Favre, Consultante interne en charge de l'accompagnement du Schéma directeur durabilité (en visioconférence) qui présentent la convention entre Avignon Université et Cafés Bibal Vending portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour l'implantation et l'exploitation de distributeurs de boissons et denrées alimentaires. Dans l'axe 2 du schéma directeur durabilité, intitulé « Mettre en place des campus éco-responsables », existe l'action « Alimentation responsable » et il a été souhaité de faire évoluer l'offre de restauration. L'alimentation responsable est portée par Madame Aude Favre, qui a monté une équipe de projet avec deux enseignants du LAPEC qui travaillent sur l'alimentation et les index glycémiques. Les distributeurs de boissons et denrées alimentaires sont actuellement gérés par le CROUS et Avignon Université n'a aucune latitude pour gérer les prix des produits et l'offre disponible. La convention avec le CROUS Aix-Marseille prenait fin le 31 août 2024 et Avignon Université l'a reconduite jusqu'à la fin de l'année afin d'étudier les éventuelles opportunités à assurer la gestion des distributeurs. Il a alors été décidé, avec la gouvernance, de récupérer cette gestion afin de proposer une alimentation quelque peu différente et une gestion personnelle des distributeurs par l'université. Le projet désormais finalisé a demandé un an de travail. Plusieurs étapes ont été mises en place et ont permis notamment de rédiger un cahier des charges reprenant les données inscrites dans la charte de l'alimentation responsable. Les propositions de trois fournisseurs ont été étudiées par rapport à une grille d'analyse et c'est l'entreprise Cafés Bibal Vending qui a été sélectionnée avec la gouvernance. Aussi, une convention a été rédigée dans ce sens, entre Avignon Université et Cafés Bibal Vending, soumise ici l'approbation du Conseil d'administration (*cf. annexe B.3.7_ Convention AU-Cafés Bibal Vending_signé*).

Les objectifs de la démarche sont de proposer une offre de boissons chaudes, fraîches et des snacks en cohérence avec la charte de l'alimentation responsable ; d'accompagner le changement sans enlever tous les produits actuels et en proposant une solution alternative avec des produits plus sains et des tarifs permettant de faire un choix en conscience (nutri-score, etc.). L'objectif est également de faire en sorte que plus de 60% des produits respectent la charte de

l'alimentation responsable de l'établissement. Seront proposés du café en grains bio, la possibilité de se servir de sa propre tasse plutôt que d'avoir obligatoirement un gobelet via les distributeurs. En termes de calendrier, après le vote du Conseil d'administration de ce jour, un appel à consultation sera lancé auprès de la communauté universitaire afin qu'elle exprime ses choix concernant les produits qui seront proposés dans les distributeurs. La réponse sur les produits doit être transmise au fournisseur la semaine prochaine. L'installation des distributeurs est prévue en début d'année 2026 dans les différents campus de l'établissement. L'implantation actuelle sera reprise avec ajout de la petite restauration (sandwichs, pasta-box, etc.). En termes de prix, cela sera similaire à ce qui existe actuellement.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Madame Agnès Vinet fait remarquer que le nutri-score des exemples d'aliments présentés ne semble pas « sain » (pasta-box). Madame Céline Bourgeois répond que sur la petite alimentation tels que les sandwichs et pasta-box, le choix de produits est faible car il y en a très peu qui ont un nutri-score inférieurs à « C ». Madame Aude Favre, présente en visioconférence, ajoute que dans le cahier des charges avec le prestataire, il a été demandé des produits plus sains avec un nutri-score situé entre « A » et « C ». Certaines pasta-box ont un nutri-score « D » et « E » mais ces dernières ne feront pas partie de l'offre de produits proposée par Avignon Université.

Madame Delphine Blanke demande si les prix indiqués actuellement sont valables sur la durée de la convention ou s'ils sont susceptibles d'augmenter chaque année. Madame Aude Favre répond qu'en termes de prix, trois offres ont été proposées par le prestataire et l'équipe direction/gouvernance a choisie l'option 2, c'est-à-dire un équilibre entre le prix du produit et la redevance qui sera versée à l'université pour payer notamment les fluides (eau, électricité, etc.). Les prix sont fixés pour une durée de cinq ans, sauf cas de force majeure imposant une évolution et dans cette hypothèse, un avenant à la convention sera établi. La convention peut également évoluer dans le temps afin d'y intégrer de nouveaux produits.

Monsieur Allal Berrag demande quelle sera la redevance d'exploitation des distributeurs. Monsieur Jean-François Blanco répond que la redevance est de 13% du chiffre d'affaires, soit l'équivalent de ce qui été appliqué avec le CROUS mais avec, ici, une maîtrise intégrale du process par l'université. Monsieur Allal Berrag indique qu'auparavant, le CROUS percevait une redevance qu'il partageait avec l'université alors que dans le projet présenté ici, l'établissement paiera la redevance seul mais en faisant la même chose qu'avant. Cela signifie que le prestataire verse la moitié de la redevance qu'il versait avant au CROUS. Madame Aude Favre répond que cette question est tout à fait légitime. Elle indique que les volumes de l'établissement seront inférieurs à ceux du CROUS donc la marge de manœuvre ne sera pas plus importante. Les entreprises « IVS » et « MaxiCoffee » sont leaders sur le marché français et elles ont une force de frappe importante pour baisser les coûts et augmenter les marges du CROUS. De plus, les produits proposés et la qualité ne sont pas les mêmes. Outre le critère relatif au nutri-score des produits, il faut tenir compte d'autres critères dans le calcul de la redevance concernant par exemple la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), l'implication de l'entreprise ou encore la gestion du contrat. Il est possible de choisir une option avec une redevance plus importante mais les prix des produits étaient de +10 à +20 Cts€. L'établissement a fait le choix d'accompagner ce changement de pratique et de comportement auprès des usagers avec un prix accessible. Le but de la démarche n'est pas de s'enrichir mais de pouvoir payer les coûts de fluides. L'université gardera la main sur les machines et en cas de dysfonctionnement ces dernières pourront être remplacées. Madame Céline Bourgeois indique que l'établissement a également fait le choix de sélectionner une entreprise qui travaille au niveau local. Cafés Bibal Vending travaille dans le quart Sud-Est de la France avec des plateformes logistiques situées à Salon de Provence, Nîmes et Montpellier. Le café est torréfié dans le Gard. Madame Aude Favre indique à Monsieur Allal Berrag que s'il a besoin d'un temps de partage et d'explications plus précis sur les chiffres, cela est possible si le DGS en est d'accord. Monsieur Allal Berrag répond qu'il comprend l'objet de la démarche mais n'a peut-être pas la même vision des choses. Il indique que le café torréfié dans le Gard vient du Brésil. Madame Céline Bourgeois répond qu'effectivement, il y a l'empreinte carbone sur la culture mais cela permet de faire travailler des personnes dans le Gard. Il est précisé qu'après la mise en place des distributeurs, l'équipe en charge du projet est à l'écoute de la communauté universitaire pour agir en cas de dysfonctionnement ou de produits qui ne seraient pas conformes à ce qu'a décidé l'équipe.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la convention entre Avignon Université et Cafés Bibal Vending portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour l'implantation et l'exploitation de distributeurs de boissons et denrées alimentaires.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4. Questions diverses

Le VP CA donne la parole à Monsieur Allal Berrag qui souhaite savoir où en est le régime indemnitaire des BIATSS, avoir une date de mise en place de la revalorisation. La revalorisation légale, qui est triennale, n'a pas eu lieu. De plus, en 2022, la note ministérielle 2022-0037-63, qui instaure une revalorisation indemnitaire dans un premier temps pour les agents de catégorie B et C, n'a jamais été répercutée au sein de l'établissement tandis que les fonds de cette revalorisation ont été versés aux établissements, en proportion de leur nombre de personnels. Il y a même une politique indemnitaire pour tendre vers une harmonisation interministérielle des régimes indemnitaires. Pour exemple, il est indiqué dans la note que pour les établissements de province, au moins 400 euros pour les personnels de catégorie A, 400 euros pour ceux de catégorie B et 125 euros pour les personnels de catégorie C. Monsieur Allal Berrag pense qu'il est temps de mettre en place ces revalorisations et ce, rétroactivement.

Le VP CA donne la parole à Madame Delphine Pezzo, Directrice des ressources humaines, pour apporter une réponse à Monsieur Allal Berrag. Madame Delphine Pezzo rappelle que le régime indemnitaire, tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et l'engagement professionnel, a été mis en œuvre en 2018 au sein d'Avignon Université. Il est composé, d'une part, de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) qui repose sur une logique fonctionnelle et d'autre part, du complément indemnitaire annuel (CIA) qui repose sur l'investissement et l'engagement professionnel des agents. Une circulaire d'application de ce régime indemnitaire a été mise en place au sein de l'établissement et cette circulaire prévoit effectivement que le dispositif sera évalué tous les trois ans. En 2021, une première revalorisation a eu lieu concernant toutes les catégories. En 2022, il y a eu également une modification avec l'intégration de la nouvelle bonification indemnitaire (NBI) dans l'enveloppe de l'IFSE. Effectivement, en 2024, il aurait pu y avoir une évaluation du dispositif, mais cette année-là, l'université a été profondément touchée par des réorganisations qui ont impacté de manière assez importante la cartographie des métiers. Pour cette raison-là, le Directeur général des services a annoncé pour cet automne un groupe de travail multidimensionnel prenant en compte notamment le volet indemnitaire des BIATSS. Concernant les enveloppes évoquées précédemment par Monsieur Allal Berrag, qui sont effectivement des notifications dans le cadre de la loi de programmation de la recherche (LPR), elles visent parfois certaines filières et ne permettent pas de prendre en compte toutes les filières au sein de l'établissement. C'est pour cette raison que ces enveloppes sont orientées sur le complément indemnitaire annuel (CIA).

Monsieur Stéphane Bourdageau, Directeur général des services (DGS), indique qu'en 2021 et 2022, l'université avait des notifications qui n'étaient pas solées. Néanmoins, sur cette même période, en 2021 et 2022, l'établissement a procédé à des opérations qui s'inscrivaient dans le temps. Ainsi, lorsqu'il y a eu une revalorisation en 2021, cela a concerné la quasi-totalité des agents et ce régime indemnitaire mensuel se répercute année après année. En 2022, il y a eu deux opérations. La première consistait à faire disparaître la nouvelle bonification indiciaire (NBI) et la transformer en points IFSE. Cette opération concernait 40% des agents et ajoutée à celle de 2021, les deux opérations ont consommé à elles seules plus que la notification qui a été donnée en 2021 et 2022, soit environ 87 K€. À partir de 2023 et 2024, les notifications représentent environ 35 K€. Le complément indemnitaire annuel (CIA) représente environ 100 K€. Pour réviser significativement le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) sur la partie de l'IFSE, il faut compter en moyenne entre 50 et 70 K€. Les notifications n'étaient pas complètes car le ministère procède systématiquement ainsi et adresse année après année de manière pluriannuelle des notifications qui ne concernent pas toute la population alors que l'établissement aligne toutes les filières avec, selon les fonctions, le même plancher pour tous les agents (administrative, ITRF, bibliothèque). Si le ministère procédait ainsi, il serait dans l'obligation de dégager sur une même année des crédits qu'il n'a pas et il préfère donc séquencer et donner au fur et à mesure. Toutefois, pour avoir cet objectif qui amènerait l'université au taux moyen ministériel puis au taux moyen interministériel, il faudrait sans doute attendre une dizaine d'années, au rythme des dotations. Il faut tout de même aller plus loin et tenir compte des revalorisations qui ont été exercées dans d'autres établissements, voire dans les rectorats, de façon à ne pas décrocher par rapport aux autres administrations. Pour ce faire, il faut qu'Avignon Université essaie de planifier en pluriannuel ce qu'elle peut dégager, ce qu'elle est capable de faire et surtout de mesurer les écarts qui éloignent l'établissement des autres, de manière à avoir cette politique de revalorisation. Le DGS souhaite qu'à l'automne cela puisse être évoqué avec les organisations syndicales via des benchmark en se comparant aux autres et également en regardant quel serait le coût d'une politique raisonnable qui permettrait de revaloriser, de reconnaître le travail accompli, mais évidemment dans la mesure des moyens d'établissement, quitte à l'étaler sur un an, deux ans ou trois ans, de manière à ce qu'effectivement l'université puisse donner des signes, mais que cela reste solvable, soutenable pour elle. L'idée est de travailler sur tous les sujets qui concernent le travail, que ce soit les relations au travail, l'environnement de travail, la reconnaissance du travail, le régime indemnitaire et le temps de travail. Les organisations syndicales sont invitées ici car à l'occasion du RIFSEEP, qu'il est nécessaire de réviser, il y a d'autres sujets dont il faudra échanger rapidement, tel que la question du temps de travail, qui a déjà fait l'objet de deux rapports de la Cour des Comptes. Le ministère devrait prendre une circulaire en 2026 de sorte à ce que le temps de travail soit harmonisé dans les universités. Plutôt que d'attendre que ces sujets arrivent, le DGS souhaite une réflexion globale sur les différents régimes qui sont possibles. Toutefois, ces régimes n'ont d'intérêt que si tout peut être mis autour afin de travailler sur toutes les questions qui concernent le travail (temps de travail, régime indemnitaire, reconnaissance du travail, politique de promotion, relations au travail). Le DGS souhaite discuter le plus sereinement possible de ces questions, qui sont souvent difficiles, et faire cela en ayant conscience des limites possibles des points d'accords qui pourraient être trouvées. L'idée est d'aller vers un accord minima sur lequel s'appuyer pour construire ensuite une politique durable. Une proposition sera faite prochainement aux organisations syndicales.

Monsieur Allal Berrag demande pourquoi la NBI est liée à un reversement sur le régime indemnitaire. Cela avait été fait et il avait voté contre lors du Conseil d'administration. Il indique que la NBI n'est pas un régime indemnitaire. Il y a un certain nombre de points qui sont attribués et donc il n'y a pas de création, pas de nouveauté. Peut-être que l'établissement a voulu élargir le dispositif à d'autres fonctions qui y ouvriraient peut-être droit et qui n'avaient pas assez de points mais il ne faut pas le lier au régime indemnitaire, qui n'a rien à y voir. Concernant les notifications qui ont été payées en CIA, Monsieur Allal Berrag indique que la note qu'il a sous les yeux fait référence à une revalorisation de l'IFSE et pas du CIA. Il ajoute qu'une question indemnitaire ne peut pas être liée au temps de travail et indique que cela ressemble à du chantage (régime indemnitaire d'un côté et temps de travail de l'autre). Il a auparavant exprimé dans d'autres instances qu'il était normal et naturel de discuter de tout, y compris du temps de travail, mais selon lui, il faut discuter de ce sujet sans le lier au régime indemnitaire. Il indique que le régime indemnitaire est le porte-monnaie des agents et pour certains, la simple revalorisation change beaucoup de choses en termes de budget. Monsieur Stéphane Bourdageau répond qu'en 2022, cela n'a pas concerné que la NBI car il y a eu une revalorisation des régimes indemnitaires des agents de catégorie C. Il y a un lien direct entre la NBI et le régime RIFSEEP car l'opération consistait à supprimer la NBI pour la transformer en prime dans le régime RIFSEEP et cette transformation a permis d'augmenter le nombre de points qui étaient

effectivement servis dans la NBI, d'une part pour distribuer à un plus grand nombre et d'autre part en mettant plus de points dans le régime RIFSEEP. Ainsi, par exemple, là où il y avait une NBI de 15 points d'indice, il a été décidé de transformer cela en un régime RIFSEEP de 20 points. Les montants ont donc été augmentés et ce, sur l'enveloppe du RIFSEEP qui n'était pas encore financée à cette époque. Cela a donc été fait avec l'enveloppe indemnitaire, ce qui représente un coût pour l'établissement. Concernant la revalorisation du RIFSEEP, l'augmentation n'est pas obligatoire. Toutefois, étant donné le contexte actuel concernant le pouvoir d'achat, la vie chère ou encore les primes accordées dans d'autres structures, il faut effectivement lier tout cela et être capable d'envisager une évolution, même si ce n'est pas obligatoire. Le DGS précise qu'il souhaite mettre tous les sujets en discussion car ils sont tous liés. Le sujet du travail est un sujet de l'environnement de travail or, l'environnement de travail, ce sont les conditions dans lesquelles le travail est effectué mais également la reconnaissance liée au travail. La reconnaissance c'est le régime indemnitaire, mais pas uniquement. Il s'agit également des outils de travail, des promotions, etc. qu'accordent l'établissement. Le DGS propose d'avoir une discussion globale afin d'avancer sur un accord cadre global sur l'ensemble du travail, sans isoler ou oublier des sujets. Les organisations syndicales pourront donner leur avis et si pour elles, des sujets sont davantage prioritaires que d'autres, les discussions débiteront alors par ces sujets-là. Monsieur Allal Berrag indique que la proposition syndicale est de discuter d'abord du régime indemnitaire et de terminer ce sujet, puis de discuter des autres points évoqués par le DGS. Il précise que les organisations syndicales sont ouvertes à la discussion sur tous les sujets souhaités par le DGS et ajoute que l'objectif est commun à tous, à savoir le bon fonctionnement de l'établissement et de bonnes conditions de travail pour les collègues. Le DGS répond que la seule limite ici est la soutenabilité par l'établissement, d'où le caractère pluriannuel de la proposition.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16h40.

Le président d'Avignon Université

Georges LINARÈS

Signature calligraphique

le 24/11/2025 13:58:09 +01:00

